

Avis rendu le 2 juillet 2022

Titres : Principes : 1 ; 2 ; 5 ; 6 - Articles : 7 ; 11 ; 15 ; 17 ; 18 ; 24

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en septembre 2021 et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La demande s'inscrit dans un contexte de séparation conflictuelle et de procédure judiciaire auprès du Juge aux Affaires Familiales (JAF).

La Commission est sollicitée par la nouvelle compagne du père de deux garçons, âgés respectivement de 8 et 11 ans. Le père est séparé de la mère des enfants et leur relation est conflictuelle depuis lors. La demandeuse et le père des enfants reçoivent ces derniers au cours de droits de visite et d'hébergement réguliers.

Il apparaît que chaque enfant bénéficie d'un suivi psychothérapeutique individuel mis en place à l'initiative de la mère des enfants chacun ayant une psychologue. Ces deux psychologues ont chacune rédigé une Information Préoccupante (IP) visant la demandeuse et le père, concernant la prise en charge éducative réalisée lorsque celui-ci accueille ses enfants.

La demandeuse interroge la Commission quant aux pratiques des deux psychologues.

Documents joints :

- Copie d'échanges de courriels entre le père des enfants et la psychologue du plus jeune enfant.
- Copie de trois courriers portant l'en-tête d'un cabinet d'avocats.
- Copie d'un courrier portant l'en-tête d'un service départemental d'action sociale.
- Copie du dossier juridique concernant la demandeuse.
- Copie d'un courriel du chef d'établissement du plus jeune enfant, adressé aux parents.
- Copie d'un échange de courriels adressés à la juridiction comportant l'Information Préoccupante rédigée par la psychologue du plus jeune enfant.

- Copie d'un document rédigé par la psychologue de l'aîné des enfants.
- Copies de deux jugements du JAF.
- Copie d'un rapport d'enquête sociale.
- Copie d'un compte-rendu de rencontre avec l'école concernant le plus jeune enfant.
- Copie d'échanges de SMS entre le père des enfants et la psychologue de l'aîné des enfants.
- Copie d'échanges de SMS entre le père des enfants et la psychologue du plus jeune enfant.

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné.

Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Les interventions du psychologue auprès de mineurs conduisant à une IP, dans un contexte de conflit parental.

Les interventions du psychologue auprès de mineurs conduisant à une IP, dans un contexte de conflit parental.

Le psychologue peut être sollicité par des parents pour intervenir auprès de leur enfant mineur. Lorsque cette situation se présente, l'exercice du professionnel reste inscrit dans le respect du Principe 1 du Code :

Principe 1 : Respect des droits fondamentaux de la personne

« La psychologue réfère son exercice aux libertés et droits fondamentaux garantis par la loi et la Constitution, par les principes généraux du Droit communautaire et par les conventions et traités internationaux. Elle exerce dans le respect de la personne, de sa dignité et de sa liberté.

La·le psychologue s'attache à respecter l'autonomie de la personne et en particulier son droit à l'information, sa liberté de jugement et de décision. Toute personne doit être informée de la possibilité de consulter directement la·le psychologue de son choix. »

Lorsqu'il intervient, le psychologue est libre de choisir la manière dont il exerce ses fonctions comme l'indique le Principe 5 :

Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle

« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en œuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule. »

Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles.

Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif. »

Le psychologue n'a pas d'obligation déontologique à s'entretenir avec les parents d'un enfant dans le cadre de son suivi psychothérapeutique. Toutefois, dans le cas où il le ferait, ce qui semble assez fréquent, il est préférable de proposer une telle initiative à chacun des parents, ceci limitant notamment le risque d'une éventuelle instrumentalisation de la pratique du psychologue en cas de conflit parental.

S'il ne retient pas cette éventualité dans son intervention, il convient de le préciser auprès des usagers comme le prévoit le Principe 6 :

Principe 6 : Rigueur et respect du cadre d'intervention

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par la·le psychologue répondent aux objectifs de ses interventions, et à eux seulement. Les modes d'intervention choisis et construits par la·le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée et adaptée à son interlocuteur, ou d'une argumentation contradictoire avec ses pairs de leurs fondements théoriques et méthodologiques. »

Le professionnel définit les objectifs de son exercice et en fournit une explicitation au patient. Il s'engage alors à employer les moyens nécessaires à leur réalisation comme le rappelle le Principe 6 précédemment cité.

L'exercice du psychologue s'effectue notamment par le biais d'entretiens. Si le recours à des moyens technologiques (comme par exemple des textos ou des SMS ?) peut être envisagé pour communiquer avec les usagers, il convient d'en limiter l'utilisation comme le précise l'article 24 :

Article 24 : « La.le psychologue privilégie la rencontre effective à toute forme de communication à distance. Cependant, lorsqu'elle.il a recours à cette dernière, elle.il doit rester personnellement identifiable et veiller à sécuriser les échanges. Elle.il utilise les outils et les techniques de téléconsultation en tenant compte des spécificités et des limites de la cyberpsychologie. Elle.il reste attentif à l'évolution des réglementations en vigueur et aux recommandations des organisations internationales de psychologie. »

La situation présentée à la Commission met en évidence l'utilisation exclusive du téléphone (appel ou SMS) ainsi que des mails pour communiquer avec le père des enfants. Si la perspective d'une rencontre avec ce dernier a bien été envisagée par l'une des psychologues, celle-ci aurait finalement renoncé à cette démarche en lien avec la rédaction de l'IP.

La demande fait apparaître un contexte de séparation parentale. Il est fréquent qu'un seul des parents se trouve à l'initiative de la consultation du professionnel. Dans ce cas, le psychologue se doit de rechercher l'accord des deux parents ainsi que le consentement du mineur concerné afin de poursuivre son intervention, comme le précise l'article 11 du Code :

Article 11 : « Dans le cadre d'une pratique auprès d'un.e mineur.e, la.le psychologue s'assure autant que possible de son consentement. Elle.il recherche l'autorisation des représentants légaux dans le respect des règles relatives à l'autorité parentale. »

La demande traitée par la Commission précise que le père des enfants a enjoint l'une des professionnelles à cesser le suivi psychothérapeutique. Celle-ci aurait poursuivi son travail malgré le refus manifeste d'un représentant légal.

Les informations recueillies par le professionnel au cours des entretiens ou des échanges, avec le mineur ainsi qu'avec ses parents, sont protégées par le secret professionnel, comme le rappellent le Principe 2 et l'article 7 :

Principe 2 : Respect de la vie privée, du secret professionnel, de la confidentialité

« La.le psychologue est soumis.e à une obligation de discrétion. Elle.il s'astreint au secret professionnel et à la confidentialité qui doivent être garantis dans ses conditions d'exercice. En toute circonstance, elle.il en informe les personnes concernées et recherche leur consentement éclairé. Elle.il respecte le principe fondamental que nul ne peut être contraint à révéler quoi que ce soit sur lui-même. »

Article 7 : *« La.le psychologue est tenu au secret professionnel dans les conditions et les limites des dispositions du code pénal (articles 226-13 et 226-14). Le secret professionnel couvre tout ce dont la.le psychologue a connaissance dans l'exercice de sa profession : ce qui lui est confié comme ce qu'il.elle voit, entend ou comprend. »*

L'intervention auprès de mineurs peut faire émerger des éléments de danger relatifs à la prise en charge éducative. Si le travail du psychologue s'inscrit dans le respect du secret professionnel, celui-ci peut néanmoins être conduit à rédiger une IP ou un signalement comme le rappellent l'article 7, précédemment cité, et l'article 17 :

Article 17 : *« Dans le cas de situations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité psychique ou physique de la personne qui la.le consulte ou à celle d'un tiers, la.le psychologue évalue avec discernement la conduite à tenir. Elle.il le fait dans le respect du secret professionnel et des dispositions légales relatives aux obligations de signalement. La.le psychologue peut éclairer sa décision en prenant conseil, notamment auprès de confrères ou consœurs expérimenté.e.s. »*

S'agissant de la situation de la demandeuse, la démarche des professionnelles s'inscrit dans le respect des textes en vigueur et dans les limites de leur champ d'exercice, le rôle d'enquête et de constatation relevant des services judiciaires.

De plus, lorsqu'un parent est visé par une IP ou un signalement si le psychologue estime que l'information du parent risque de nuire à l'enfant, le professionnel peut alors faire le choix de ne pas informer le parent de sa démarche d'écrit.

La rédaction d'une IP ou d'un signalement implique le respect des préconisations quant à la rédaction de tout document écrit. Celles-ci sont précisées dans les articles 15 et 18 :

Article 15 : « *La le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la question posée.*

Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis. »

Article 18 : « *Les documents émanant d'un-e psychologue sont datés, portent son identité, son titre, son numéro d'inscription sur les registres légaux en vigueur, ses coordonnées professionnelles, sa signature ainsi que la le destinataire et l'objet de son écrit. Seul la le psychologue auteur-e de ces documents est habilité-e à les signer, les modifier, ou les annuler. Elle il fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique. »*

Le document présenté à la Commission comme étant une IP rédigée par l'une des psychologues contrevient en tout point à l'article 18. De plus, la présentation des informations recueillies mêle les retranscriptions de certains échanges avec des points de vue de tiers et des commentaires de la professionnelle. La Commission s'interroge quant au discernement, à la prudence et à la mesure avec lesquels ce document a été rédigé.



Pour la CNCDP
Le Président
Antony CHAUFTON

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 22-11

Avis rendu le : 2 juillet 2022

Principes, Titres et articles du code cites dans l'avis:

Principes : 1 ; 2 ; 5 ; 6 - Articles : 7 ; 11 ; 15 ; 17 ; 18 ; 24

Indexation du résumé:

Type de demandeur : Particulier TA Tiers

Contexte de la demande : Procédure judiciaire entre parents

Objet de la demande d'avis : Intervention d'un psychologue TA Thérapie d'un enfant

Indexation du contenu de l'avis :

Autorisation des détenteurs de l'autorité parentale

Consentement éclairé

Discernement

Ecrit psychologique TA Identification des écrits professionnels

Respect de la loi commune

Secret professionnel TA Obligation du secret professionnel

Transmission des données psychologiques TA Compte rendu aux parents